

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT PAR



**PORTANT SUR 237 562 ACTIONS GROUPE DIFFUSION PLUS
EN VUE DE LA REDUCTION DE SON CAPITAL**

PRESENTEE PAR



**Informations relatives aux caractéristiques notamment juridiques,
financières et comptables de Groupe Diffusion Plus**



Le présent document relatif aux autres informations de Groupe Diffusion Plus a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») le 9 avril 2010, conformément à l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF et à son instruction 2006-07 du 25 juillet 2006. Ce document a été établi sous la responsabilité de Groupe Diffusion Plus.

Ce document complète la note d'information de Groupe Diffusion Plus sur laquelle l'AMF a apposé son visa n°10-063 en date du 23 mars 2010, après qu'elle a déclaré conforme l'offre publique de rachat initiée par Groupe Diffusion Plus sur ses propres actions.

Le présent document est disponible sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de Groupe Diffusion Plus (www.diffusionplus.fr), et peut être obtenu sans frais auprès de :

- Groupe Diffusion Plus, RN 154, Hameau de Caër, 27930 Normanville
- Société Générale, GLFI/GCM/SEG, 75886 Paris Cedex 18

SOMMAIRE

1.	RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT GROUPE DIFFUSION PLUS	3
1.1.	Dénomination sociale	3
1.2.	Forme juridique, nationalité, siège social	3
1.3.	Registre du Commerce et des Sociétés – Code APE	3
1.4.	Constitution et durée.....	3
1.5.	Objet social.....	3
1.6.	Exercice social.....	3
2.	RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT LE CAPITAL	4
2.1.	Capital social	4
2.2.	Droits et obligations attachés aux actions.....	4
2.3.	Répartition du capital et des droits de vote	4
2.4.	Autres titres donnant accès au capital	5
2.5.	Dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	5
3.	ADMINISTRATION, DIRECTION, CONTROLE	6
3.1.	Composition du Conseil d'Administration.....	6
3.2.	Direction	6
3.3.	Commissaires aux comptes.....	6
3.3.1	Commissaires aux comptes titulaires	6
3.3.2	Commissaires aux comptes suppléants :	6
4.	ACTIVITE ET RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	7
4.1.	Historique et activité de Groupe Diffusion Plus	7
4.1.1	Historique.....	7
4.1.2	Activité de la Société.....	7
4.2.	Faits exceptionnels et litiges	8
4.3.	Mise à jour de l'information publiée.....	8
4.3.1	Comptes consolidés intermédiaires au 31 octobre 2009	8
4.3.1.1	Rapport semestriel d'activité	8
4.3.1.2	Etats financiers semestriels	12
4.3.1.3	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 31 octobre 2009 (articles L.232-7 du code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier)	41
4.3.2	Information trimestrielle	42
4.3.3	Offre publique de rachat d'actions.....	43
4.3.4	Compléments d'information.....	44
5.	ATTESTATION DE LA SOCIETE RELATIVE AU PRESENT DOCUMENT	46

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT GROUPE DIFFUSION PLUS

1.1. Dénomination sociale

GROUPE DIFFUSION PLUS (ci-après la « **Société** »)

1.2. Forme juridique, nationalité, siège social

Société anonyme à conseil d'administration de droit français au capital de 1.820.940 euros dont le siège social est situé RN 154 – Hameau de Caër – 27930 NORMANVILLE.

1.3. Registre du Commerce et des Sociétés – Code APE

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d' Evreux sous le numéro RCS 333 500 346. Le code APE de l'entreprise est le 7010Z.

1.4. Constitution et durée

La société a été constituée le 31 juillet 1985 pour une durée de 99 ans qui expire le 2 octobre 2084.

1.5. Objet social

Conformément à l'article 2 des statuts, la société a pour objet, en France et dans tous pays :

- toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières et mobilières se rapportant à la mise sous enveloppes et sous films rétractables ou non, au pliage, assemblage, encartage, travaux manuels et colisage, timbrage et routage suivant la réglementation postale, routage, massicotage de tous documents et la gestion de fichiers ainsi qu'à l'étude, la conception, l'impression et la fabrication de tous supports de diffusion et de conditionnements,
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités spécifiées; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social et toutes opérations contribuant à la réalisation de cet objet,
- la prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales, la constitution de tous portefeuilles de valeurs de bourse, l'administration, la gestion et la mise en valeur des biens ainsi acquis ou constitués,
- la propriété, l'administration et l'exploitation de tous immeubles, de tous biens et droits immobiliers quelconques.

1.6. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er mai et se termine le 30 avril de chaque année.

2. RENSEIGNEMENTS GENERAUX CONCERNANT LE CAPITAL

2.1. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 1 820 940 euros, divisé en 1 103 600 actions d'une valeur nominale de 1,65 euros intégralement libérées et toutes de même catégorie.

2.2. Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, l'assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions qui s'applique automatiquement à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié, d'une inscription nominative, depuis une durée continue de quatre ans au moins, au nom du même actionnaire.

Par ailleurs et conformément aux dispositions légales, le droit de vote double peut être supprimé par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire et après ratification de l'Assemblée Spéciale des actionnaires bénéficiaires et le droit de vote double cesse pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession ou de donation familiale.

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actions possédées par la société ne donnent toutefois pas droit aux dividendes, conformément à la loi.

Toute action donne droit en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, l'ensemble des taxes et impôts auxquels les répartitions et remboursements peuvent être soumis étant répartis uniformément entre toutes les actions.

Le droit de vote attaché à chaque action démembrée ou non est exercé conformément à la loi. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du Groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

2.3. Répartition du capital et des droits de vote

Le capital de la Société est divisé en 1 103 600 actions représentant 1 735 559 droits de vote réels et 1 737 597 droits de vote théoriques, en application du 2ème alinéa de l'article 223-11 du règlement général de l'AMF.

La répartition du capital et des droits de vote théoriques à ce jour est la suivante :

Actionnaire	Capital		Droits de vote théoriques*	
	Nombre	%	Nombre	%
William Mériel	674 736	61,14%	1 149 336	66,15%
Daniel Ferrand	186 033	16,86%	345 183	19,87%
Philippe Miserey	2 991	0,27%	2 993	0,17%
Mauricette Mériel	240	0,02%	480	0,03%
Autodétention	906	0,08%	906	0,05%
Contrat de liquidité	1 132	0,10%	1 132	0,07%
Public**	237 562	21,53%	237 567	13,67%
Total	1 103 600	100,0%	1 737 597	100,0%

* *Droits de vote théoriques : le nombre de droits de vote théorique est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote, y compris les actions temporairement privées de droits de vote (actions autodétenues et contrat de liquidité).*

** *Incluant la Financière de l'Echiquier qui détenait le 16 novembre 2009 120 470 actions représentant 10,92% du capital à cette même date (cf. décision et information n°209C1396 relative à la déclaration de franchissement de seuils et à la déclaration d'intention subséquente). La Financière de l'Echiquier n'a effectué aucune autre déclaration depuis cette date. A la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire ne détient plus de 5% du capital.*

2.4. Autres titres donnant accès au capital

A ce jour, aucun titre donnant accès au capital n'a été émis par Groupe Diffusion Plus.

2.5. Dividendes distribués au cours des trois derniers exercices

Il est d'usage pour la Société lorsque les résultats le permettent de procéder à une distribution de dividendes.

Les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

Exercice clos le 30 avril	Nombre d'actions ouvrant droit au dividende	Dividende net par action (en euro)
2007	1 114 062	0,60
2008	1 113 409	1,00
2009	1 102 466	1,00

3. ADMINISTRATION, DIRECTION, CONTROLE

3.1. Composition du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration est composé de 3 membres :

- Madame Mauricette Mériel,
- Monsieur William Mériel, Président,
- Monsieur Philippe Miserey.

3.2. Direction

La direction de la Société est assurée par Monsieur William Mériel, Directeur Général, qui bénéficie des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la société sous réserves des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Monsieur William Mériel est assisté par deux directeurs généraux délégués, Messieurs Daniel Ferrand et Philippe Miserey qui bénéficient des mêmes pouvoirs que le directeur général.

3.3. Commissaires aux comptes

3.3.1 Commissaires aux comptes titulaires

- SCOGEX 20 Rue de Verdun – 27000 Evreux,
dont le mandat a été renouvelé par l'Assemblée Générale du 20 octobre 2005 pour une durée de six exercices venant à échéance à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes du 30 avril 2011.
- MAZARS 53 Rue Louis Pasteur – 76130 Mont Saint Aignan,
dont le mandat a été renouvelé par l'Assemblée Générale du 16 octobre 2006 pour une durée de six exercices venant à échéance à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes du 30 avril 2012.

3.3.2 Commissaires aux comptes suppléants :

- Monsieur Philippe MONGAUZE 77 Rue du Général Leclerc – 76000 Rouen,
qui a été nommé, en remplacement de son prédécesseur dont le mandat était venu à expiration, par l'Assemblée Générale du 20 octobre 2005 pour une durée de six exercices venant à échéance à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes du 30 avril 2011.
- Monsieur Jean-Guy LECOUTEUX 53 Rue Louis Pasteur – 76135 Mont Saint Aignan,
dont le mandat a été renouvelé par l'Assemblée Générale du 16 octobre 2006 pour une durée de six exercices venant à échéance à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes du 30 avril 2012.

4. ACTIVITE ET RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

4.1. Historique et activité de Groupe Diffusion Plus

4.1.1 Historique

La Société a été fondée en 1985. De taille artisanale à l'origine, elle est devenue rapidement un des acteurs majeurs en France dans la logistique de communication écrite directe.

En 1995 la Société a été introduite en bourse au second marché de Paris.

C'est principalement au cours des années 90 que le groupe s'est développé soit par acquisition soit par création de filiales.

En 1999 la Société investit dans l'impression de documents avec variabilité totale (textes et images) et se diversifie en offrant ses services à des grands émetteurs de factures et de relevés de comptes.

En 2008 le groupe cède sa filiale au Portugal et en 2009 la filiale espagnole cesse ses activités de telle sorte que le groupe n'a plus de filiale à l'étranger.

4.1.2 Activité de la Société

La Société accompagne les entreprises de vente à distance, les clients utilisant le marketing direct ou les grands donneurs d'ordres en matière d'imprimés de gestion (factures, relevés de comptes,...).

- Le marketing direct, la vente à distance :

Les mailings : afin d'optimiser les investissements publicitaires, il est nécessaire de sélectionner des fichiers d'adresses fiables. Ces fichiers sont traités pour permettre l'élimination des doublons et les mettre éventuellement aux normes postales.

En fonction de certains critères, et grâce aux bases de données comportementales, le message adressé pourra être personnalisé tant au niveau des textes que des images, de telle sorte qu'il corresponde le plus possible aux probabilités d'achats du consommateur final.

Afin de favoriser l'acte d'achat, nous pouvons coller sur les documents des petits objets (clef de voiture, carte de fidélité, etc.) ou des échantillons (produits de beauté, etc.).

Les documents doivent ensuite être façonnés (pliage, massicotage, etc.) ou assemblés (feuillet, catalogue, etc.).

Le message est alors prêt à être conditionné sous film ou sous enveloppe. Une partie importante des quantités traitées est expédiée par voie postale, il est donc nécessaire d'effectuer des travaux de tri en fonction des normes postales.

Les imprimés sans adresse : ces imprimés peuvent être façonnés (pliage) puis conditionnés principalement sous film. Ils sont distribués de manière non personnalisée dans les boîtes aux lettres d'une zone de chalandise.

Ce sont principalement les grandes surfaces qui utilisent ce moyen de communiquer.

- La gestion de clientèle (lettres) :

L'envoi en nombre de factures, de relevés de comptes,... nécessite un très haut niveau de sécurisation auquel nous satisfaisons par la mise en place de systèmes automatiques de contrôle assurant aux clients l'intégrité de chaque pli et l'intégralité de l'expédition. La réception des données, le traitement des fichiers, la composition des documents, l'impression et le conditionnement sous enveloppe constituent les étapes préalables à l'expédition.

A chaque étape principale du processus, le client peut avoir accès en temps réel à l'état d'avancement de la production via internet.

Enfin, nous pouvons assurer l'archivage électronique des documents. Les volumes traités sont expédiés par voie postale.

4.2. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

4.3. Mise à jour de l'information publiée

Les informations figurant ci-après constituent une mise à jour des éléments significatifs de l'information périodique et permanente publiée depuis le dernier exercice clos le 30 avril 2009.

Ces informations sont par ailleurs disponibles sur le site internet de la Société (www.diffusionplus.fr).

4.3.1 Comptes consolidés intermédiaires au 31 octobre 2009

4.3.1.1 Rapport semestriel d'activité

1) Faits marquants du premier semestre

Au cours du premier semestre de l'exercice la conjoncture économique s'est dégradée par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

Les quantités traitées ont été les suivantes :

Millions d'exemplaires	1 ^{er} semestre 2008-2009	1 ^{er} semestre 2009-2010	variation
Mailings	342,2	318,3	- 7%
Catalogues	1,8	-	- 100%
Lettres	99,9	86,0	- 13,9%
(dont imprimées dans le groupe)	(92,1)	(77,5)	(-15,9%)
Divers messages (ISA...)	78,7*	56,4	-23,8%
TOTAL	522,6	460,7	-11,8%

* hors Mailtec

La baisse enregistrée au niveau des lettres (courrier de gestion) est due à un dossier important et ponctuel traité sur le premier semestre de l'exercice précédent.

En juin 2009, suite à la forte dégradation du marché Espagnol, nous avons placé la société Mailtec Difusion sous la réglementation de la loi sur les faillites.

Compte tenu des perspectives très défavorables sur le marché Espagnol, le Groupe n'a pas envisagé de présenter un plan de continuation et a décidé d'abandonner cette activité.

Mailtec Difusion qui était comptabilisée en «activité abandonnée» sur l'exercice précédent conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, a été déconsolidée à l'ouverture de l'exercice 2009/2010.(cf 1.2.1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31.10.09) ;

En septembre 2009, nous avons décidé, en accord avec les autres actionnaires, d'augmenter notre participation dans REGROUP'EURE et de la porter de 35% à 60 %, la société REGROUP'NORD devenant parallèlement filiale à 100% de REGROUP'EURE dont nous détenions précédemment 40% du capital.

2) Analyse des résultats financiers du premier semestre

Compte de résultat :

Le chiffre d'affaires a baissé de 11% entre le premier semestre de l'exercice 2008/2009 et celui de l'exercice 2009/2010 à périmètre constant (déconsolidation de Mailtec Difusion au 01.05.2009).

Sur le premier semestre de l'exercice précédent nous avons traité un dossier important et non récurrent d'environ 1,7 M€. La baisse complémentaire du chiffre d'affaires est liée aux effets de la crise économique qui touche plus particulièrement les clients en marketing direct et vente par correspondance.

Le résultat d'exploitation courant passe de 2,9 M€ à 0,9 M€ compte tenu de la baisse des volumes et de la baisse des marges dont l'influence est sensiblement équivalente.

Les frais de personnel enregistrent une provision pour la participation des salariés de notre principale filiale Diffusion Plus à hauteur de 1 M€ due très largement au traitement fiscal relatif à l'arrivée à échéance du contrat de crédit bail immobilier de Saint Aubin sur Gaillon qui a engendré la réintégration fiscale du « sur amortissement » pratiqué dans le cadre des loyers du contrat de crédit bail.

Le résultat opérationnel qui était de 2,9 M€ au 31.10.2008 ressort à 0,4 M€ au 31.10.2009. Les autres produits et charges non courants tiennent compte, principalement, d'un abandon de créances de 1,7 M€ en faveur de Regroup'Eure préalablement à sa prise de contrôle à hauteur de 60 % et donc à son entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe en septembre 2009. En contre partie nous avons repris les dépréciations qui avaient été constituées sur les créances détenues sur Regroup'Eure dont le montant s'élevait à 1,5 M€ au 30.04.2009.

Le résultat net part du groupe est négatif de 0,1 M€ contre un résultat positif de 1,5 M€ sur le premier semestre de l'exercice précédent.

Structure financière :

La dette nette (emprunts et dettes financières courants et non courants moins la trésorerie) est de 8,6 M€ contre 9,9 M€ au 30.04.09.

La dette nette rapportée aux capitaux propres ressort à 21,3 % alors qu'au 30.04.09 elle était de 23,9%.

Flux de trésorerie :

La marge brute d'autofinancement est de 1,9 M€. L'impact négatif de l'arrivée à échéance du crédit bail immobilier des locaux Saint Aubin sur Gaillon est d'environ 1,9 M€ au niveau des impôts différés et de 0,7 M€ environ sur le résultat net (participation des salariés au bénéfice chez Diffusion Plus)

La variation du besoin en fonds de roulement génère un apport de trésorerie positive de 3,3 M€.

Les acquisitions d'immobilisations nettes de cession se sont élevées à 3,6 M€ (hors financier).

La consolidation de Regroup'Eure a généré une augmentation de la trésorerie de 1,1 M€.

Les dettes financières sont en baisse de 0,7 M€.

Au total la variation de trésorerie sur le premier semestre de l'exercice 2009.2010 est positive de 0,6 M€.

La trésorerie disponible au 31.10.2009 est positive de 10,2 M€.

3) Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont présentées dans la note N° 5.3 de l'annexe.

4) Faits marquants depuis le 31.10.2009

Le 4 novembre 2009, le Conseil d'Administration a décidé d'annuler 120.400 actions de GROUPE DIFFUSION PLUS SA.

Cette décision avait été autorisée par l'Assemblée Générale mixte, ordinaire et extraordinaire, du 15 octobre 2008.

Le capital social a donc été ramené de 2.019.600 euros à 1.820.940 euros.

Le nombre d'actions composant le capital social qui était de 1.224.000 est passé à 1.103.600 actions.

Les capitaux propres consolidés au 31.10.2009 n'ont pas été impactés par cette opération (voir note N° 4.13) puisque les actions d'autocontrôle sont classées en déduction des capitaux propres dans les comptes consolidés. Seules les nouvelles acquisitions de titres d'autocontrôle impactent les capitaux propres.

5) Perspectives

Le contexte économique reste très difficile, toutefois le deuxième semestre ne sera pas affecté par la charge non récurrente de 1 M€ correspondant à la participation aux bénéfices des salariés de notre filiale DIFFUSION PLUS comptabilisée au premier semestre.

6) Principaux risques et incertitudes

6.1 Risques inhérents à l'activité

- Cyclicité de l'activité

Le marché du courrier de gestion est assez régulier par contre le marché de la publicité adressée est plus saisonnier.

En principe, les mois de forte activité sont janvier, septembre, octobre et décembre et représentent pour chacun environ 10% de l'activité annuelle.

Les mois de moyenne activité sont février, mars, août et novembre qui représentent 8 à 9% de l'activité.

Les mois de faible activité sont avril, mai et juin et représentent 7 à 8% de l'activité.

Le mois très faible est juillet dont l'activité ne représente que 4 à 5% de l'activité annuelle.

- Risque de concurrence

L'activité sur le marché de la gestion est fortement capitalistique. Elle nécessite des investissements importants en matière de matériels d'impression, de conditionnement et d'informatique.

De ce fait, depuis plusieurs années, les créations d'entreprises sont quasiment inexistantes.

Par contre, une consolidation du secteur s'est opérée principalement par La Poste au travers du holding Sofipost et plus accessoirement par les fabricants de matériels (Pitney–OCE).

L'activité sur le marché du marketing direct est également capitalistique mais dans une moindre mesure et peut être une activité accessoire pour des imprimeurs nationaux et locaux.

Les perspectives du marché n'ont pas permis, récemment, la création d'entreprises nouvelles significatives.

- Risque réglementaire

A part la libération du marché postal au 1^{er} janvier 2011, il n'existe pas de risques particuliers à notre profession. Toutefois, les difficultés de concurrencer La Poste et sa capacité à conserver une part de marché importante constituent les éléments pour un changement mesuré. Cette ouverture à la concurrence ne nous permet pas d'identifier précisément, à ce jour, les risques pour notre groupe.

L'application de la TVA sur les affranchissements pourrait entraîner une modification du marché au niveau des sociétés non assujetties (banques, assurances...) mais celle-ci semble lointaine.

- Risque environnemental

Notre activité par elle-même a peu d'impact sur l'environnement.

Par contre, elle est très utilisatrice de papier.

Depuis quelques années, une campagne est organisée par les sociétés du net et les grands donneurs d'ordre en matière de documents de gestion en faveur d'une communication par internet de factures ou de relevés de comptes.

- Risque lié aux fournisseurs et aux sous-traitants

A notre connaissance, nous ne sommes pas soumis à de tels risques dans la mesure où les fournisseurs sont multiples et que la grande majorité de la sous-traitance concerne des activités que nous maîtrisons en interne, la sous-traitance étant utilisée en période de pointe.

Toutefois l'arrêt soudain des activités d'un fournisseur de matériel pourrait être préjudiciable. Il semble que cette éventualité soit peu probable dans la mesure où ce sont des entreprises importantes (Kodak, IBM, OCE, Xerox,...) et dont les activités seraient probablement reprises par un concurrent, (exemple OCE repris par Canon).

6.2 Risques propres au groupe

- Risques de taux :

La trésorerie et les emprunts ne sont pas couverts contre les risques de taux.

Concernant les emprunts au 30.04.10, nous avons 3,5 M€ d'en-cours indexés sur des taux variables.

- Risques pays :

L'activité du Groupe est presque exclusivement exercée en France et n'est donc pas exposée à un tel risque.

- Risques de change :

La totalité du chiffre d'affaires et des achats est libellé en euros.

- Risques de crédit et de contrepartie :

Les crédits bancaires contractés par le Groupe ne comportent aucun covenant.

La trésorerie est placée auprès d'établissements bancaires de premier plan sur des produits monétaires.

- Risques clients :

Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client du Groupe représente 9,3 % du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre de l'exercice 2009-2010. Les dix premiers clients représentent 36,1%.

- Risques juridiques :

Le Groupe n'est pas engagé dans un litige susceptible d'avoir une incidence significative négative sur sa situation financière.

- Risques de liquidités :

Au 31.10.09, la dette financière s'élève à 18,8 M€ dont 18,2 M€ d'emprunts auprès des établissements de crédit.

Les emprunts ont été contractés auprès de plusieurs établissements financiers selon des modalités tout à fait classiques en pareille matière et sans covenant.

Sur l'ensemble de cette dette, l'annuité à moins d'un an est de 6,4 M€.

Le Groupe ne mobilise pas son poste clients.

Au 31.10.09, la trésorerie s'élève à 10,2 M€.

La marge brute d'autofinancement semestrielle est de 1,9 M€. L'impact négatif de l'arrivée à échéance du crédit bail immobilier des locaux de Saint Aubin sur Gaillon sur la marge brute d'autofinancement est d'environ 1,9 M€ sur la variation des impôts différés actifs et de 0,7 M€ sur le résultat net consolidé.

- Risques sur actions :

Le Groupe ne place ses liquidités qu'en souscrivant, en fonction de la trésorerie, des parts d'OPCVM monétaires. Par conséquent, le risque lié à l'évolution des marchés financiers est limité.

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées, à la souscription, en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.

Une variation des cours n'aura donc aucune influence sur les capitaux propres consolidés du Groupe.

6.3 Assurances

Chaque société du Groupe bénéficie d'un contrat d'assurances distinct souscrit auprès de la compagnie Allianz.

Les contrats d'assurances portent principalement sur les risques suivants :

- multirisques (matériels, marchandises, bâtiments)
- responsabilité civile exploitation
- responsabilité civile professionnelle
- perte d'exploitation
- responsabilité des dirigeants
- déplacements professionnels et automobiles

4.3.1.2 Etats financiers semestriels

1) Compte de résultat consolidé au 31 octobre 2009 (en k€)

LIBELLES	Notes	SEMESTRE		30/04/09
		31/10/09	31/10/08	
Chiffre d'affaires	3.1	39 203	45 961	85 482
Achats consommés et charges externes	3.2	-15 828	-19 326	-34 826
Impôts et taxes	3.3	-1 386	-1 525	-2 835
Frais de personnel	3.4	-16 085	-17 084	-31 966
Amortissements, dépréciations et provisions	3.5	-4 896	-5 298	-10 740
Autres produits et charges d'exploitation	3.6	-87	226	724
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres		921	2 954	5 838
Plus- (moins-) values de cession				
Résultat des activités abandonnées	3.8			-2 194
Autres produits et charges non courants	3.7	-486		0
Résultat d'exploitation		435	2 954	3 643
Charges financières	3.9	-567	-668	-1 262
Produits financiers	3.9	76	160	270
Quote-part résultats entreprises associées				
Résultat avant impôts		-55	2 445	2 651
Charges d'impôts	3.10	81	-961	-991
Résultat net de l'ensemble consolidé		26	1 484	1 659
Dont part attribuable aux:				
- Propriétaires de la société mère du Groupe		-63	1 460	1 660
- Intérêts non assortis de contrôle		90	24	-1
Résultats nets par action (euros)		0	1,31	1,49
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe				
-résultat par action de base		0	1,31	1,49
-résultat par action dilué				
Nombre moyen d'actions (milliers)		1 107	1 115	1 111

2) Bilan consolidé au 31 octobre 2009 (en k€)

ACTIF

		SEMESTRE		30/04/09
		31/10/09	31/10/08	
ACTIF NON COURANT		63 467	68 012	64 017
Ecart d'acquisition	4.1	263	263	263
Autres immobilisations incorporelles	4.1	1 877	2 277	1 962
Immobilisations corporelles	4.2	51 095	54 379	51 522
Immeubles de placement	4.4	9 293	9 836	9 517
Actifs financiers	4.5	937	1 242	751
Instruments dérivés actifs				
Impôts différés actifs	4.6	2	15	2
ACTIF COURANT		46 685	54 503	42 270
Stocks et en-cours de production	4.7	2 710	3 665	2 929
Clients et comptes rattachés	4.8	28 150	39 201	25 797
Autres créances	4.9	5 619	5 622	3 358
Créances d'impôts exigibles	4.10		89	597
Instruments dérivés actifs				
Trésorerie et équivalents trésorerie	4.11	10 206	5 927	9 589
Actifs des activités abandonnées	4.12			1 230
TOTAL ACTIF		110 152	122 515	107 518

PASSIF

		SEMESTRE		
		31/10/09	31/10/08	30/04/09
Capital	4.13	2 020	2 020	2 020
Réserves		41 946	41 642	41 390
Actions auto-détenues		-3 777	-3 588	-3 648
Résultat net part du groupe		-63	1 460	1 660
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe		40 126	41 533	41 421
- Intérêts non assortis de contrôle		147	304	58
CAPITAUX PROPRES		40 273	41 837	41 479
PASSIF NON COURANT		23 099	26 444	25 642
Provisions pour risques et charges	4.14	1 614	986	1 273
Impôts différés passifs	4.15	8 980	11 447	11 150
Emprunts et dettes financières	4.16	12 390	13 752	12 957
Autres dettes	4.19	114	259	262
Instruments dérivés passifs				
PASSIF COURANT		45 559	52 900	37 914
Provisions pour risques et charges	4.14	969	137	440
Emprunts et dettes financières	4.16	6 376	7 481	6 547
Fournisseurs et comptes rattachés	4.20	8 857	10 681	7 896
Autres dettes	4.21	27 972	34 600	23 032
Dettes d'impôts exigibles	4.22	1 385		0
Instruments dérivés passifs				
Produits différés	4.23	1 221	1 334	1 252
Passifs des activités abandonnées	4.24			1 230
TOTAL PASSIF		110 152	122 515	107 518

3) Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 octobre 2009 (en k€)

	Capital	Réserves consolidées	Actions auto détenues	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires en Dettes	Total Capitaux propres
Capitaux Propres Présentés au 30 04 2008	2 020	40 460	-3 588	2 295	41 186	427	-147	41 466
Actions auto détenues			-60		-60			-60
Dividendes hors auto détention				-1 113	-1 113			-1 113
Affectation du résultat		1 182		-1 182				
Changement de périmètre Europe		-252			-252	-222		-473
Autres mouvements		0			0			0
Résultat au 30/04/2009				1 660	1 660	-1		1 659
Capitaux propres au 30/04/2009	2 020	41 390	-3 648	1 660	41 421	205	-147	41 479
Actions auto détenues			-128		-128			-128
Dividendes hors auto détention				-1 102	-1 102			-1 102
Affectation du résultat		557		-557				
Changement de périmètre MAILTEC				-1	-1	-147	147	-1
Résultat au 31/10/2009				-63	-63	90		26
Capitaux propres au 31/10/2009	2 020	41 947	-3 777	-64	40 126	147	0	40 273

4) Tableau des flux de trésorerie au 31 octobre 2009 (en k€)

	31/10/09	30/04/09	30/04/09	30/04/09	31/10/08
		hors activités abandonnées	activités abandonnées	total des activités	
Flux de trésorerie liés à l'activité					
Résultat net consolidé	26	3 853	-2 194	1 659	1 484
Eliminations des produits et charges sans incidence sur la trésorerie					
- Amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation	3 727	10 740	421	11 161	5 298
- Amortissements, dépréciations et provisions non courants			1 497	1 497	
- Variation des impôts différés	-2 170	67		67	351
- Plus ou moins values de cessions d'immobilisations	7	19		19	-102
- Autres opérations sans incidence sur la trésorerie	295	171	-9	162	526
Marge brute d'autofinancement	1 885	14 850	-285	14 565	7 557
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3 340	-2 660	341	-2 319	-3 826
Flux de trésorerie générés par l'activité	5 225	12 190	56	12 246	3 731
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements					
Acquisition d'immobilisations	-3 607	-6 386		-6 386	-3 611
Cession d'immobilisations	37	695	7	702	577
Variations des autres actifs financiers	-186	-860	2	-858	-651
Incidence des variations de périmètre					
- Acquisition Intérêts minoritaires SCI les Spirées et SCI Europe		-473		-473	
- Entrée minoritaires Fidback					
- Remboursement partiel du compte courant Dinexis					
- Trésorerie Regroup Eure	1 105				
- Trésorerie Regroup Nord	29				
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements	-2 622	-7 024	9	-7 015	-3 685
Flux de trésorerie liés aux opérations de financements					
Dividendes versés	-1 102	-1 113		-1 113	-1 113
Achats ventes des titres d'autocontrôle	-128	-60		-60	
Variations des dettes financières	-738	-2 823	-63	-2 886	-1 788
Flux de trésorerie liés aux opérations de financements	-1 968	-3 996	-63	-4 059	-2 901
Variation de trésorerie	635	1 170	2	1 172	-2 855
Trésorerie début	9 571	8 401	216	8 617	8 617
Trésorerie fin	10 206	9 571	218	9 789	5 762
Trésorerie et équivalents trésorerie (1) (bilan actif)	10 206	9 589	218	9 807	5 927
Découverts bancaires (bilan passif)		-18		-18	-165
Trésorerie nette de fin de période	10 206	9 571	218	9 789	5 762
(1) dont trésorerie des activités abandonnées			218	218	
Trésorerie nette de fin de période après sortie Mailtec		9 571		9 571	

5) Annexe aux comptes consolidés au 31 octobre 2009

Note 1. Principes comptables et événements significatifs de la période

Les comptes consolidés publiés au titre du premier semestre 2009-2010 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Ces comptes ont été arrêtés le 15 Février 2010 par le conseil d'administration.

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement.

La grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe Diffusion Plus pour l'établissement de ses comptes consolidés portent principalement sur :

- les immobilisations corporelles,
- les immobilisations financières,
- les stocks et en cours de production,
- les créances d'exploitation,

- les provisions.

Les mêmes principes comptables sont appliqués pour les comptes annuels et les comptes semestriels.

1.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 30 avril. Un arrêté semestriel est réalisé pour l'ensemble de ces sociétés au 31 octobre. Compte tenu du contrôle exclusif, toutes les sociétés du groupe sont consolidées par intégration globale.

1.2. Événements significatifs de la période

1.2.1 Abandon d'activité de la société Mailtec Difusion en Espagne

L'activité de la filiale Mailtec Difusion en Espagne, qui s'était fortement dégradée au cours de l'exercice précédent (déficit de l'exercice de 698 K€ pour un chiffre d'affaires de 3 679 K€), nous avait conduit à placer cette société, au mois de juin 2009, sous la règlementation de la loi sur les faillites. Mailtec Difusion a été déconsolidée à l'ouverture de l'exercice 2009/2010.

1.2.2 Augmentation de notre participation dans Regroup'Eure

En septembre 2009, nous avons décidé, en accord avec les autres actionnaires, d'augmenter notre participation dans REGROUP'EURE et de la porter à 60 %, la société REGROUP'NORD devenant parallèlement filiale à 100% de REGROUP'EURE.

L'impact de cette intégration (145 k€) correspond à la différence entre les reprises de provisions sur les comptes courants, intégralement provisionnés sur l'exercice précédent, et l'abandon de créance consenti entre le début de l'exercice et l'entrée dans le groupe.

1.2.3 Provision pour engagements de retraite

La convention collective dont dépend le Groupe Diffusion Plus fixe le montant de l'indemnité de fin de carrière des salariés à 50% du montant de l'indemnité légale de licenciement.

La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a doublé le mode de calcul de l'indemnité légale de licenciement et le Groupe avait, par conséquent, ajusté sa provision en conséquence sur l'exercice précédent.

1.3. Présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés selon les dispositions de la norme IAS 1R.

1.4. Méthodes de conversion

- Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées : toutes nos transactions sont libellées en euros.
- Conversion des états financiers des filiales étrangères : les états financiers des filiales étrangères sont établis en euros.

1.5. Compte de résultat

1.5.1 Chiffre d'affaires

Compte-tenu du délai relativement court d'exécution de nos prestations, le chiffre d'affaires est reconnu à l'achèvement de la prestation et à son acceptation par le client.

1.5.2 Autres produits et charges d'exploitation

Cette rubrique regroupe les variations des travaux en cours, les productions immobilisées, les dividendes reçus, les plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels, les subventions.

Elle regroupe également les pertes sur créances douteuses, nettes de reprises de dépréciations.

1.5.3 Résultat d'exploitation courant

Le résultat d'exploitation courant correspond au chiffre d'affaires diminué des achats consommés et charges externes, des impôts et taxes, des charges de personnel, des dotations aux amortissements, des dépréciations et provisions d'exploitation et après prise en compte des autres produits et charges d'exploitation (notamment variations des travaux en cours, production immobilisée et résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles).

1.5.4 Autres produits et charges non courants

Le poste autres produits et charges non courants comprend des éléments qui ne sont pas récurrents.

1.5.5 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat d'exploitation et intègre les autres produits et charges non courants et le résultat des activités abandonnées.

1.5.6 Coût de l'endettement financier net

L'endettement financier net est constitué de l'ensemble des emprunts et des dettes financières courants et non courants, diminué de la trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net est constitué des charges et des produits générés par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux d'intérêts.

1.5.7 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Elles sont évaluées en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôt d'ensemble, dont seule la société intégrante Groupe Diffusion Plus SA reste redevable.

1.5.8 Résultats par action

Le calcul des résultats nets par action est établi selon les règles édictées par l'IAS 33.

Les résultats nets par action sont obtenus à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions auto détenues qui sont classées en diminution des capitaux propres.

La société n'a pas émis d'instruments financiers dilutifs.

1.6. Bilan Actif

1.6.1 Immobilisations incorporelles

- Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et passifs concernés.

L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à la norme IFRS 3 «regroupements d'entreprises». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lorsqu'un événement défavorable intervient, et au moins une fois par an à l'occasion de la clôture des comptes annuels.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et leur valeur recouvrable.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

- Frais de recherche et de développement

Le Groupe continue de développer un logiciel permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau. Il développe également un logiciel permettant d'externaliser toutes les tâches liées à l'impression et à l'envoi de courriers égrenés.

- Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût de revient et sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées de vie économiques suivantes :

- | | |
|--|------------|
| - Logiciels intégrés aux matériels de production | 5 à 12 ans |
| - Autres logiciels | 1 à 5 ans |

1.6.2 Immobilisations corporelles

Le groupe a retenu, pour les immobilisations corporelles le modèle d'évaluation du coût historique.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan au coût historique amorti, sous déduction des amortissements. L'approche par composants a été appliquée en fonction du caractère dissociable et identifiable de chaque élément en y affectant sa propre durée d'utilisation estimée.

- Valeurs brutes

Immeubles d'exploitation

En application des options offertes par la norme IFRS 1, la société a choisi, pour les immeubles d'exploitation, de retenir leur juste valeur au 1er mai 2004 comme coût présumé à cette date. Les immeubles d'exploitation ont donc été évalués au 1er mai 2004, date de première application des normes IFRS, à leur juste valeur déterminée par un expert immobilier indépendant, à l'exception de l'ensemble immobilier de la filiale Data One qui, compte tenu de son achèvement récent et de ses propres spécificités, a été maintenu à son coût de revient d'origine. Cette valeur a été retenue comme coût historique amorti.

Tous les immeubles ont fait l'objet d'une répartition par composants.

Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

- Amortissements

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie économique pour chaque catégorie de biens, avec des valeurs résiduelles à zéro compte tenu de leur caractère difficilement mesurable.

Les plans d'amortissement ont été recalculés au 1er mai 2004, date de 1ère application des normes IFRS, selon la méthode rétrospective pour l'ensemble des immobilisations corporelles, à l'exception des immeubles d'exploitation retenus sur la base du coût présumé à la date du bilan d'ouverture.

Les durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

- Terrains	non amortissables
- Agencements de terrains	
▪ VRD	25 à 50 ans
▪ Espaces verts	20 à 40 ans
- Constructions par composants :	
▪ Gros œuvre	30 à 50 ans
▪ Charpente	30 à 50 ans
▪ Bardage	35 à 40 ans
▪ Couverture, étanchéité	5 à 25 ans
▪ Menuiserie, métallerie	25 à 40 ans
▪ Electricité, chauffage, plomberie	5 à 20 ans
▪ Aménagements de bureaux	10 à 25 ans
▪ Portails, clôtures	10 à 20 ans
- Matériels et outillages	5 à 12 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériels de transport	3 à 4 ans
- Matériels de bureaux	2 à 8 ans
- Mobiliers de bureaux	8 ans

- Crédits bails et locations financement

Les biens, dont le groupe a la disposition par un contrat de crédit bail ou par un contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt.

- Immeubles de placement

Compte tenu de la sortie de la société Dinexis du périmètre de consolidation, les immeubles détenus par le Groupe et loués à la société Dinexis ont été reclassés au 1er Mai 2007 sous la rubrique « Immeubles de placement ».

Le Groupe a retenu, pour les immeubles de placement, le modèle d'évaluation au coût historique amorti.

Les plans d'amortissement précédemment appliqués n'ont pas été modifiés.

1.6.3 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les titres de participation et les prêts et créances financiers.

Les titres de participation qui se composent pour l'essentiel de la participation au capital de la société Tagg Informatique (détenue à 19.62 %, sur laquelle le groupe n'exerce pas d'influence notable, et donc non consolidée) sont évalués, non pas en juste valeur, mais en coût historique, s'agissant d'une société non cotée dont la juste valeur ne peut pas être déterminée de façon précise. Ils font l'objet d'une dépréciation si nécessaire.

Les prêts et créances financiers sont évalués au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation dès qu'il existe une perte de valeur.

1.6.4 Stocks et en-cours de prestations

Les stocks sont évalués selon la méthode dite du coût unitaire moyen pondéré et comprennent les coûts d'achats et frais accessoires s'agissant d'éléments fongibles.

Les prestations en cours sont valorisées au coût de revient.

1.6.5 Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement. En cas de dépôt de bilan, les créances sont dépréciées en totalité.

1.6.6 Trésorerie et équivalents trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements à court terme ne présentant pas de risque de changement de valeur et dont la date de réalisation à leur date d'acquisition est inférieure à trois mois.

Les parts d'OPCVM de trésorerie sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture.

1.6.7 Options de souscription ou d'achat d'actions

Le Groupe n'a pas mis en œuvre ces types de plans.

1.7. Bilan Passif

1.7.1 Actions auto détenues

Les actions auto détenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

1.7.2 Provisions pour risques et charges

1.7.2.1 Provisions pour engagements de retraite et indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraites sont comptabilisés selon IAS 19 et sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté et la probabilité de présence à la date de départ à la retraite. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements couverts par les contrats d'assurance souscrits à cet effet.

Il n'est pas tenu compte d'un taux d'inflation ni d'un taux de rémunération futur des fonds de couverture. Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

1.7.2.2 Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le groupe.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, des risques industriels et des risques sociaux.

Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur durée probable de dénouement en passifs non courants ou en passifs courants.

1.7.3 Impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Ils sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de chaque période et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

1.7.4 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués suivant la méthode du coût amorti.

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme à l'origine sont présentés dans les passifs non courants pour la quote-part exigible à plus d'un an.

La part à moins d'un an des emprunts et des dettes financières à court terme sont présentés dans les passifs courants.

Aucun emprunt n'est assorti de clause de covenants.

1.7.5 Subventions publiques

Les subventions obtenues liées à des investissements sont inscrites au bilan en produits différés.

Ces subventions sont rapportées au résultat au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont contribué à financer.

Note 2. Informations relatives au périmètre de consolidation

2.1. Périmètre

Dénomination	Pays	%	Adresse	Siren	Date de création	Consolidation	
						08/09	09/10
GROUPE DIFFUSION PLUS SA Société Consolidante	France		Hameau de Caër 27930 NORMANVILLE	333 500 346	26/08/85	IG *	IG *
DIFFUSION PLUS SAS	France	100	Les Champs Chouette 27600 SAINT-AUBIN SUR GAILLON	392 704 516	01/11/93	IG	IG
EMISSAIRES SAS	France	100	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 VILLENEUVE SAINT-GEORGES	389 253 972	01/11/92	IG	IG
DATA ONE SARL	France	100	Les Champs Chouette 27600 SAINT-AUBIN SUR GAILLON	422 165 670	01/04/99	IG	IG
NORD SOUS FILM SAS	France	100	Pavé de Stemberg ZA du Bleton 59126 LINSELLES	333 591 816	27/09/85	IG	IG
LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	France	100	20 rue des Marronniers 94240 L'HAY LES ROSES	382 864 403	11/07/91	IG	IG
GOCAD SERVICES SAS	France	51	2, Avenue de la Cristallerie 92310 SÈVRES	479 661 704	01/11/04	IG	IG
FIDBACK SAS	France	51	2, Avenue de la Cristallerie 92310 SÈVRES	502 849 300	01/03/08	IG	IG
REGROUPEURE (2) Détient 100% de	France	60	64 rue du 11 Novembre 1918 27690 LERY	490 884 111	11/07/06		IG
REGROUPNORD(2)	France	60	1 rue de la croix Bougard 59810 LESQUIN	499 939 213	11/09/07		IG
MAILTEC (1) DIFUSION SL	Espagne	55	Riera de Caldes 08800 VILANOVA I LA GELTRU	"B61 598 827"	30/04/98	IG	
SCI LES SPIRÉES	France	99,9	Hameau de Caër 27930 NORMANVILLE	340 686 237	01/01/87	IG	IG
SCI POUR L'EUROPE	France	99,8	RN 154 27930 NORMANVILLE	344 424 791	18/03/88	IG	IG
SCI PROVENCE	France	99,9	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 VILLENEUVE SAINT-GEORGES	348 609 066	02/11/88	IG	IG
SCI ESPACE	France	99,9	Route de Rouen 27930 NORMANVILLE	391 089 547	28/04/93	IG	IG
SCI LA GROSSE REMISE	France	99,9	2 rue de l'Industrie 27930 GRAVIGNY	402 539 944	09/10/95	IG	IG

(*) IG : Intégration globale

(1) Activité abandonnée

(2) date d'entrée dans le périmètre : 01/10/2009

2.2. Variations de périmètre

2.2.1 Exercice 2009-2010

- 1) En septembre 2009, nous avons porté notre pourcentage de participation dans la société Regroup'Eure à 60% et la société Regroup'Nord est devenue filiale à 100% de Regroup'Eure. L'entrée dans le périmètre de consolidation a pris effet au 1er Octobre 2009.

2.2.2 Exercice 2008-2009

- 1) Abandon de l'activité de la société Mailtec Difusion en Espagne.(Supra §1.2.1)
- 2) Sortie de périmètre de la société Porenvel au Portugal.

La société Porenvel a été cédée le 27 août 2008 avec effet au 1er mai 2008.

- 3) Augmentation de pourcentage d'intérêt sans changement de méthode de consolidation.

En février 2009, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 12.8% des titres de la SCI pour l'Europe portant ainsi le pourcentage d'intérêts de 87% à 99.8% (cf Tableau de variation des capitaux propres et paragraphe 4.3.4 Compléments d'information ci-après).

Note 3. Informations sur le compte de résultat consolidé

3.1. Chiffre d'affaires

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Prestations de services	38 661	45 456	84 292
Loyers des immeubles de placement	542	505	1 190
Total	39 203	45 961	85 482

3.2. Achats consommés et charges externes

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Achats stockés	3 680	4 515	7 915
Variation de stocks	-36	-49	79
Sous-traitance	2 260	2 844	5 171
Achats non stockés	698	944	2 019
Loyers	1 091	1 298	2 324
Entretien maintenance	2 067	2 280	4 230
Assurances	285	303	553
Personnels intérimaires (*)	2 660	3 890	6 377
Honoraires	777	686	1 301
Transports	1 188	1 672	2 985
Autres charges externes	1 158	942	1 873
Total	15 828	19 326	34 826

(*) Personnels intérimaires :

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Groupe Diffusion Plus			
Diffusion Plus	1 579	2 181	3 549
Emissaires	257	593	980
Data One	763	813	1 555
La Parisienne de Routage	13	56	65
Gocad Services		13	21
Fidback		5	8
Regroup'Eure	1		
Mailtec Difusion		83	
Nord sous Film	47	148	199
Total	2 660	3 890	6 377

3.3. Impôts et taxes

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Impôts et taxes sur rémunérations	271	283	565
Taxe professionnelle	713	794	1 593
Autres impôts et taxes	402	448	677
Total	1 386	1 525	2 835

3.4. Frais de personnel

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Salaires et traitements	10 359	11 617	21 658
Charges sociales	4 362	4 759	9 282
Participation des salariés	1 113	98	460
Variation provision indemnité de retraite (1)	250	610	566
Total	16 085	17 084	31 966

(1) Supra §1.2.3

3.4.1 Salaires et traitements

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Groupe Diffusion Plus	604	679	1 294
Diffusion Plus	4 930	5 292	10 396
Emissaires	1 031	1 087	2 188
Data One	1 939	2 022	3 994
La Parisienne de Routage	463	506	1 048
Gocad Services	542	510	1 019
Fidback	365	369	796
Regroup'Eure	38		
Regroup'Nord	8		
Mailtec Difusion		700	
Nord sous Film	440	451	922
Total	10 359	11 617	21 658

3.4.2 Répartition de l'effectif moyen

	Personnel permanent	Personnel intérimaire	Total
Groupe Diffusion Plus	14		14
Diffusion Plus	477	101	578
Emissaires	79	13	92
Data One	147	47	194
La Parisienne de Routage	40	1	41
Gocad Services	24		24
Fidback	17		17
Nord sous Film	46	3	49
Regroup'Eure	19	1	20
Regroup'Nord	3		3
Total	866	166	1 032

3.4.3 Ventilation de l'effectif moyen par catégorie

	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Cadres	84	87	82
Agents de maîtrise	69	77	68
Employés	118	138	123
Ouvriers	761	895	798
Total	1 032	1 197	1 072

3.4.4 Participation des salariés

	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Diffusion Plus	1 069	45	131
Emissaires	30	26	173
Nord sous Film	0	0	110
La Parisienne de Routage	15	27	46
Total	1 113	98	460

3.5. Amortissements, dépréciations et provisions

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Dotations aux amortissements	4 244	4 696	8 940
*sur immobilisations incorporelles	384	578	1 053
*sur immobilisations corporelles	3 637	3 800	7 249
*sur immeubles de placement	223	319	638
Dépréciations et provisions	652	602	1 800
* Dépréciations			
- sur créances douteuses	64	36	118
- sur stocks	96	10	184
- sur éléments financiers	-40	554	1 235
* Provisions pour risques et charges	532	2	264
Total	4 896	5 298	10 740

3.6. *Autres produits et charges d'exploitation*

	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Variations des travaux en cours	-169	-22	-384
Production immobilisée	15	105	110
Dividendes	0	0	79
Plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels ou corporels	-7	102	-19
Subventions d'investissements reprises en résultat	29	31	61
Gains sur créances amorties et dettes prescrites			794
Abandon de créances	0		
Résultat net sur créances clients	-1		17
Divers	46	10	66
Total	-87	226	724

3.7. *Autres produits et charges non courants*

	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Impact net sur acquisitions Regroup'Eure et Regroup'Nord	-145	0	0
Complément sortie Mailtec	-91		
Provision sur débiteurs divers	-250		
Total	-486	0	0

3.8. *Résultat des activités abandonnées*

Société Mailtec Difusion (Espagne)	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Résultat déficitaire de l'exercice			-698
Dépréciations d'actifs consécutives à l'abandon d'activité			-1 165
Provisions pour risques et charges d'abandon d'activité			-331
Total	0	0	-2 194

3.9. *Coût financier*

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Coût de l'endettement financier	-488	-628	-1 179
Autres charges financières	-79	-41	-83
Produits financiers	76	160	270
Total	-490	-509	-993

3.10. Charges d'impôts

3.10.1 Comptes sociaux

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Groupe Diffusion Plus (IF) (1)	-57	242	-338
Diffusion Plus (IF)	1 992	140	359
Emissaires (IF)	63	53	400
Data One (IF)	8	29	112
Nord sous Film (IF)	1	2	196
La Parisienne de Routage	33	61	100
Mailtec Difusion			
Gocad Services	11		20
Fidback	3	55	22
Regroup'Eure	57		
Regroup'Nord	1		
SCI Grosse Remise	25	27	53
Total	2 136	610	924

(1) (IF) intégration fiscale de Groupe Diffusion Plus SA

3.10.2 Synthèse totale de la charge d'impôt

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Résultat avant impôts	-55	2 445	2 651
		0	
Charge d'impôts comptes sociaux	2 136	610	924
Provision pour impôts		0	0
Différences temporaires (note 4,15)	-2 160	-115	-538
Retraitements de consolidation (note 4,15)	-57	466	605
Charge d'impôts sur retraitements (note 4.14)	-2 217	351	67
Charge totale d'impôts	-81	961	991
Résultat net	26	1 484	1 659

3.10.3 Preuve d'impôts

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Résultat net	26	1 484	1 659
Charge d'impôts	-81	961	991
Résultat avant impôts	-55	2 445	2 651
Retraitements			
Différences permanentes			
- Dépréciation de titres			
- Charges non déductibles	106	99	184
- Quote part de frais et charges sur dividendes	14	24	28
- Quote part de frais et charges sur plus value			10
Crédit bail Nord Sous Film - impact subvention	-113		
Annulation provision titres Groupe	-342		
Déficits non activés Mailtec			698
Dépréciation actifs Mailtec			1 165
Déduction chez GDP dépréciation créances Mailtec			-1 645
Dividendes hors groupe			-79
Résultat fiscal théorique	-390	2 568	3 012
Taux d'IS théorique	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique	-130	856	1 004
Crédit d'impôt famille			-32
Contribution exceptionnelle	39		
Déficit non activé MAILTEC		80	
Rappel impôt			8
Différentiels de taux		27	
Autres écarts	9	-1	11
Charge d'impôt au compte de résultat	-81	961	991

3.11. Résultat net part du Groupe par action

Le nombre moyen d'actions par période est le suivant :

En nombre d'actions	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Nombre total d'actions	1 224 000	1 224 000	1 224 000
Autocontrôle direct moyen	116 868	109 001	112 601
Autocontrôle indirect moyen			
Nombre moyen d'actions en circulation	1 107 132	1 114 999	1 111 399

	Résultat net part du Groupe (K€)	Nombre d'actions	Résultat net part du Groupe par action (€)
* 31/10/2009	-63	1 107 132	0,00
* 31/10/2008	1 460	1 114 999	1,31
* 30/04/2009	1 660	1 111 399	1,49

Note 4. Informations sur les postes du bilan consolidé

4.1. *Écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles.*

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Écarts d'acquisition :	263	263	263
Valeurs brutes écarts d'acquisition :	263	263	263
*Nord sous Film	263	263	263
Dépréciation écarts d'acquisition :			
Autres immobilisations incorporelles :	1 877	2 277	1 962
Logiciels :	7 202	6 833	6 891
*Amortissements	-5 426	-4 643	-5 057
Immobilisations en cours	100	87	129
Avances sur immobilisations incorporelles			
Total	2 140	2 540	2 226

4.2. *Immobilisations corporelles*

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Terrains et aménagements	3 156	3 152	3 156
*Amortissements cumulés et dépréciations	-585	-458	-521
Constructions et agencements	27 102	26 477	26 979
*Amortissements cumulés et dépréciations	-4 545	-3 623	-3 969
Matériels, outillages et aménagements	63 213	61 676	60 139
*Amortissements cumulés et dépréciations	-38 971	-36 919	-36 378
Autres immobilisations corporelles	6 163	7 594	6 133
*Amortissements cumulés et dépréciations	-4 474	-4 415	-4 230
Immobilisations corporelles en cours	36	852	188
Avances sur immobilisations corporelles		42	24
Total	51 095	54 379	51 522

4.3. Variation des immobilisations incorporelles et corporelles

4.3.1 Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Écarts d'acquisition sur titres	263			263
Concessions, logiciels...	6 891	366	54	7 202
Immobilisations en cours	129		28	100
Avances sur immobilisations	0			0
Sous-total	7 282	341	83	7 540
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains et aménagements	3 156			3 156
Constructions bâtiments et aménagements	26 979	123		27 102
Matériels et outillages	60 139	3 158	84	63 213
Installations générales	1 687	69	3	1 753
Autres immobilisations corporelles	4 445	122	157	4 411
Immobilisations en cours	188	-181	-28	36
Avances sur immobilisations	24	-24		0
Sous-total	96 619	3 266	216	99 670
TOTAL	103 901	3 607	298	107 210

4.3.2 Variations des amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Écarts d'acquisition sur titres	0			0
Concessions, logiciels...	5 057	414	45	5 426
Sous-total	5 057	414	45	5 426
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains et aménagements	521	64		585
Constructions bâtiments et aménagements	3 969	576		4 545
Matériels et outillages	36 378	2 649	56	38 971
Installations générales	1 226	60	3	1 283
Autres immobilisations corporelles	3 003	344	156	3 191
Sous-total	45 097	3 692	215	48 574
TOTAL	50 154	4 106	261	54 000

4.4. Immeubles de placement

4.4.1 Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMEUBLES DE PLACEMENT					
Terrains et aménagements	1 347				1 347
Constructions bâtiments et aménagements	11 959				11 959
TOTAL	13 306				13 306

4.4.2 Variations des amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Reclassement	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
IMMEUBLES DE PLACEMENT					
Terrains et aménagements	0				0
Constructions bâtiments et aménagements	3 789		223		4 012
TOTAL	3 789		223		4 012

4.4.3 Juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant :

Une mise à jour des expertises par bâtiments a été faite sur l'exercice 2008/2009 par le cabinet Collomé.

au 31 10 2009	valeurs brutes	amortissements	valeurs nettes	valeurs Expertises 2008/2009
IMMEUBLES DE PLACEMENT				
Immeuble Europe	4 288	1 015	3 273	4 281
Immeuble Grosse Remise	3 570	1 125	2 445	3 433
Immeuble Espace	5 448	1 872	3 575	3 900
TOTAL	13 306	4 012	9 293	11 614

4.5. Actifs financiers

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Titres de participation			
- Tagg Informatique	567	567	567
- Divers	8	3	8
Autres actifs financiers			
- Créances sur participations	1 538	1 722	1 962
- Dépréciations créances sur participations	-1 402	-1 282	-1 962
- Prêts au personnel	34	48	32
- Dépôts et cautionnements	192	185	144
- Autres			
Total	937	1 242	751

4.6. Impôts différés actifs

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Impôts différés actifs (infra §4.15)	2	15	2
Total	2	15	2

4.7. Stocks et en-cours de production

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Matières et autres approvisionnements stockés	2 499	2 602	2 453
Dépréciations	-488	-219	-362
En-cours de production	699	1 282	869
Dépréciations			-30
Total	2 710	3 665	2 929

4.8. Clients et comptes rattachés

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Créances clients	28 686	39 579	26 201
Dépréciations	-537	-378	-404
Total	28 150	39 201	25 797

4.9. Autres créances

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Autres débiteurs	487	1 212	1 133
Créances sociales	527	540	43
État, impôts et TVA	2 707	2 374	1 167
Charges constatées d'avance	1 067	1 034	1 049
Acomptes La Poste	1 122		
Autres	125	628	132
Provision dépréciation autres créances	-417	-167	-167
Total	5 619	5 622	3 358

4.10. Créances d'impôts exigibles

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Créances d'impôts exigibles		89	597
Total		89	597

4.11. Trésorerie et équivalents trésorerie

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Valeurs mobilières de placement	7 269	4 353	8 279
Comptes bancaires et autres disponibilités	2 937	1 574	1 309
Total	10 206	5 927	9 589

4.12. Actifs des activités abandonnées

Au 30 avril 2009, le détail des actifs de l'activité abandonnée de la société Mailtec Diffusion se décomposait comme suit.

En K€	31/10/09	30/04/09
ACTIFS NON COURANTS		
Valeurs brutes des immobilisations incorporelles et corporelles		3 659
Amortissements		-2 281
Dépréciations		-1 165
Actifs financiers		17
Sous total actifs non courants	0	229
ACTIFS COURANTS		
Stocks et en-cours de production		67
Clients et comptes rattachés		680
Autres créances		36
Trésorerie et équivalents trésorerie		218
Sous total actifs courants	0	1 001
Total	0	1 230

4.13. Capitaux propres, part du Groupe

Information sur le capital

- Capital social : le capital se compose de 1 224 000 actions de 1,65 euros.
- Titres auto détenus :

Un programme de rachats d'actions Groupe Diffusion Plus a été autorisé par l'assemblée générale des actionnaires le 27 septembre 1999, cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque assemblée générale dont la dernière s'est tenue le 20 octobre 2009.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2009-2010 la société a acquis 7867 titres.

Au 31 Octobre 2009 l'autocontrôle s'élevait à 120 468 actions soit 9,84% du capital.

L'ensemble de ces actions (120 468) est porté en diminution des capitaux propres consolidés, sur la base du coût historique cumulé.

L'assemblée générale mixte du 15 octobre 2008 a autorisé, pour une durée de 24 mois, la réduction du capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises, dans le cadre du programme de rachat d'actions propres, par la société elle-même, en application de l'article L.225-209 du code de commerce dans la limite de 10%.

Postérieurement à la clôture, le 4 novembre 2009, le Conseil d'Administration a décidé d'annuler 120.400 actions de GROUPE DIFFUSION PLUS SA.

Cette décision avait été autorisée par l'Assemblée Générale mixte, ordinaire et extraordinaire, du 15 octobre 2008.

Le capital social a donc été ramené de 2.019.600 euros à 1.820.940 euros.

Le nombre d'actions composant le capital social qui était de 1.224.000 est passé à 1.107.132 actions.

Les capitaux propres consolidés au 31.10.2009 n'ont pas été impacté par cette opération puisque les actions d'autocontrôle sont classées en déduction des capitaux propres dans les comptes consolidés. Seules les nouvelles acquisitions de titres d'autocontrôle impactent les capitaux propres.

4.14. Provisions pour risques et charges

4.14.1 Soldes à la clôture

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Passifs non courants			
Provisions pour engagements de retraite	1 126	920	876
Autres provisions	488	66	397
Sous-total	1 614	986	1 273
Passifs courants			
Provisions pour risques et charges	969	137	440
Sous-total	969	137	440
Total	1 126	920	876

4.14.2 Provisions pour engagements de retraite

La convention collective dont dépend le Groupe Diffusion Plus fixe le montant de l'indemnité de fin de carrière des salariés à 50% du montant de l'indemnité légale de licenciement.

La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a doublé le mode de calcul de l'indemnité légale de licenciement et le Groupe a, par conséquent, doté un complément de provision pour engagement retraite de 566 K€ sur l'exercice 2008-2009.

Les provisions pour engagements de retraite se décomposent comme suit :

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Engagements calculés	1 347	1 147	1 110
Actifs de couverture	220	227	234
Provisions pour engagements	1 124	920	876

4.14.3 Variation de l'exercice des provisions pour risques et charges

En K€	30/04/09	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	31/10/2009
Passifs non courants	1 273	341			1 614
Provisions pour engagements de retraite	876	250			1 126
Provision abandon activité	331	91			422
Autres provisions	66				66
Passifs courants	440	797	7	261	969
- Provisions pour litiges fournisseurs	10	36			46
- Provisions pour litiges clients	110	24		65	69
- Provisions risques liés au personnel	75	328	7	42	354
- Autres provisions	245	409		154	500
Total	1 713	1 137	7	261	2 583

4.15. Impôts différés passif

En KE		Impôts différés Actif (+) Passif (-)			Augmentat° (+)
Origine	Nature	30/04/09	changement de périmètre	31/10/09	Diminut° (-) de charge d'impôts
Différences temporaires	Organic	80		46	34
	Amortissements CB immobiliers	169		1 937	-1 768
	Participation	156		470	-314
	Provision retraite	292		375	-83
	Déficit reportable				
	Autres provisions	462		425	37
	Divers	14		79	-65
	Sous-total	1 173		3 333	-2 160
Retraitements de consolidation	Crédits-bails et locations	-12 213	-48	-12 286	25
	Dépréciations neutralisées	-114			-114
	Plus values de cessions	2		2	1
	Divers	139		139	
	Écarts d'évaluation matériels	-135		-166	31
	Sous-total	-12 321	-48	-12 311	-57
	TOTAL NET	-11 148	-48	-8 978	-2 217
Dont solde ISD Actif		2		2	
Dont solde ISD Passif		-11 150		-8 980	

4.16. **Emprunts et dettes financières**

4.16.1 *Dettes par nature*

En K€	31/10/09			31/10/08			30/04/09		
	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total
Emprunts	11 868	6 293	18 161	13 246	7 251	20 497	12 458	6 470	18 928
Intérêts courus sur emprunts		3	3		1	1		3	3
Comptes courants personnes physiques	60		60						
Participation des salariés	463	71	534	506	52	558	499	55	554
Intérêts courus sur participations		8	8		12	12			
Découverts bancaires		1	1		165	165		18	18
TOTAL	12 390	6 376	18 766	13 752	7 481	21 233	12 957	6 547	19 503

4.16.2 *Dettes par maturité*

En K€	31/10/2009	31/10/2008	30/04/2009
Inférieures à 1 an	6 376	7 481	6 547
De 1 à 5 ans	12 390	13 654	12 957
Supérieures à 5 ans		98	
Total	18 766	21 233	19 503

4.16.3 *Variation des emprunts*

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Emprunts souscrits	1 412	2 402	5 638
Emprunts sur variation de périmètre	1 460		
Emprunts remboursés	3 639	4 413	8 671
Augmentation dettes de participation des salariés	63	308	335
Remboursement de participation des salariés	83	96	127

4.17. **Nantissement de dettes**

La grande majorité des dettes d'emprunts sont assorties de nantissements sur les biens qu'elles financent.

(Infra 7.1)

4.18. **Instruments financiers**

4.18.1 *Risque de change*

L'ensemble des opérations du Groupe est libellé en euros.

4.18.2 Risque de taux sur emprunts

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
En-cours taux fixe	14 581	14 769	14 809
En-cours taux variable sur T4M		747	269
En-cours taux variable sur EURIBOR 3 mois	2 801	3 786	3 387
En-cours taux révisable sur CODEVI	779	1 195	948
TOTAL	18 161	20 497	19 412

4.19. Autres dettes non courantes

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Intérêts minoritaires		147	147
Dépôts et cautionnements reçus	114	112	114
Total	114	259	262

4.20. Fournisseurs et comptes rattachés

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Fournisseurs	7 323	9 359	6 552
Factures non parvenues	1 535	1 322	1 344
Total	8 857	10 681	7 896

4.21. Autres dettes courantes

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Dettes sociales	7 355	6 700	6 214
Dettes fiscales (hors impôts exigibles)	841	959	1 036
TVA	4 809	6 142	4 862
Fournisseurs d'immobilisations	1 423	627	292
Avoirs à établir - Avances sur commandes	1 661	4 020	1 816
Clients créditeurs	3 090	3 199	2 572
Affranchissements à payer auprès de La Poste	8 644	12 662	5 872
Autres créditeurs	150	291	368
Total	27 972	34 600	23 032

4.22. Dettes d'impôts exigibles

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Impôts à payer	1 385		

4.23. Produits différés

En K€	31/10/09	31/10/08	30/04/09
Subventions publiques	1 217	1 276	1 247
- Crédit bail immobilier Diffusion Plus	810	852	831
- Crédit bail immobilier Data One	407	423	415
Autres produits différés	4	58	6
Total	1 221	1 334	1 252

La subvention de 1 524 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Diffusion Plus représentant un montant net d'amortissements de 1 042 K€ au 01/05/2004 (date de passage aux IFRS) fait l'objet pour le solde d'un amortissement sur la durée moyenne des principaux composants.

La méthode rétrospective a été appliquée pour le plan d'amortissement de la subvention obtenue de 535 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Data One.

4.24. **Passifs des activités abandonnées**

Au 30 avril 2009, le détail des passifs de l'activité abandonnée de la société Mailtec Difusion représentait :

En K€	31/10/09	30/04/09
PASSIFS NON COURANTS		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts et dettes financières		312
Total Passifs non courants		312
PASSIFS COURANTS		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts et dettes financières		173
Fournisseurs et comptes rattachés		485
Autres dettes courantes		261
Total Passifs courants		919
Total		1 230

Note 5. **Informations diverses**

5.1. **Informations concernant les organes de direction et d'administration**

(cf. section 4.3.4 Compléments d'information ci-après)

- Rémunérations des organes de direction et d'administration : les rémunérations brutes au titre du semestre ont été de 293 K€. (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société).
- Il n'a pas été versé de jetons de présence aux membres du conseil d'administration.
- Comme tous les cadres de la société, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire article 83 payée par la société.
- Messieurs Daniel FERRAND et Philippe MISEREY, directeurs généraux délégués de Groupe Diffusion Plus SA, bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.
- Monsieur Stéphane PIERRE, directeur général de Gocad Services SAS et Monsieur Guillaume CHARLES, directeur général de Fidback SAS, bénéficient dans des conditions semblables d'une indemnité égale à douze mois de leur rémunération brute mensuelle de base.

5.2. **Périmètre de l'intégration fiscale**

Liste des sociétés membres du Groupe

(Article 46 quater 0 ZK de l'annexe III CGI)

<u>Société mère</u>	SA GROUPE DIFFUSION PLUS Hameau de Caër - 27930 NORMANVILLE
<u>Filiale n°1</u>	SAS EMISSAIRES 380 Rue de l'appel du 18 juin 1940 ZAC des prés de l'hôpital - 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES
<u>Filiale n°2</u>	SAS DIFFUSION PLUS Les champs chouette – 27600 SAINT AUBIN SUR GAILLON
<u>Filiale n°3</u>	SARL DATAONE Les champs chouette – 27600 SAINT AUBIN SUR GAILLON
<u>Filiale n°4</u>	SARL NORD SOUS FILM Pavé de Stemberg – ZA du BLATON – 59126 LINSELLES

5.3. **Parties liées**

Transactions avec les sociétés non consolidées ou consolidées par équivalence.

Les transactions entre sociétés consolidées ont été éliminées dans le processus de consolidation. Par ailleurs, dans le cours normal de ses activités, le Groupe entretient des relations d'affaires avec certaines sociétés non consolidées ou comptabilisées par équivalence. Ces transactions concernent essentiellement des prestations de services.

En K€	31/10/09
Flux	
Ventes	1 283
Achats	2
Positions Bilantielles résultant des transactions	
<u>Actif</u>	
Créances clients	305
Créances financières et autres créances	136
<u>Passif</u>	
Dettes fournisseurs	2
Dettes financières et autres Dettes	

Note 6. **Information sectorielle**

6.1. **Information par secteur d'activité**

Le groupe exerce une activité unique.

6.2. **Information par zone géographique**

Le groupe ayant pris la décision sur l'exercice antérieur d'abandonner son activité en Espagne (Mailtec Difusion), la totalité de son activité s'exerce en France.

Note 7. Engagements hors bilan

7.1. Dettes garanties par des sûretés réelles (en K€)

Il s'agit des sûretés hypothécaires sur les constructions et des nantissements sur les matériels et outillages.

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers		
- sur immobilier	3 344	3 344
- sur matériels	12 758	12 758
Total	16 101	16 101

7.2. Droit individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de droits individuels à la formation :

- droits acquis au titre du DIF : 77 937 heures

4.3.1.3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 31 octobre 2009 (articles L.232-7 du code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L.232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société anonyme GROUPE DIFFUSION PLUS, relatifs à la période du 1er mai au 31 octobre 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 -Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Mont-Saint-Aignan et à Evreux, le 16 février 2010

Les commissaires aux comptes

MAZARS

Pascal Thibault

SCOGEX

Cécile Sourget

4.3.2 Information trimestrielle

Chiffre d'affaires consolidé – 3^{ème} trimestre 2009/2010

K€	2008/2009	2009/2010	Var
1er trimestre (mai-juin-juil)	19 235	17 325	- 9,9 %
2ème trimestre (août-sept-oct)	26 726	21 878	-18,1 %
3ème trimestre (nov-dec-janv)	23 307	21 419	-8,1 %
TOTAL	69 268	60 622	-12,5 %
TOTAL à périmètre comparable (*)	66 425	60 095	-9,5 %

() sortie du périmètre de la société Mailtec au 1.05.09 et entrée de Regroup Eure et Regroup Nord au 1.10.09*

Sur le troisième trimestre 2009/2010, nous enregistrons un ralentissement dans la baisse des ventes avec un recul limité à 5,9 % à structure comparable par rapport au 3ème trimestre 2008/09. Le chiffre d'affaires reste quasi stable par rapport au 2ème trimestre 2009/2010.

Globalement sur 9 mois, Groupe Diffusion Plus affiche une baisse de ses ventes de 9,5 % à structure comparable, dans une conjoncture qui reste toujours difficile

Il est rappelé que sur le deuxième trimestre de l'exercice précédent, nous avons traité un dossier important et non récurrent d'environ 1,7M€.

Au cours du troisième trimestre les quantités traitées ont été les suivantes :

Millions d'exemplaires	3 ^{ème} trimestre 2008-2009	3 ^{ème} trimestre 2009-2010	variation
Mailings	181,6	174,3	- 4%
Catalogues	-	-	-
Lettres (dont imprimées dans le groupe)	45,7 (40,1)	50,6 (46,1)	+ 10,7% (+15%)
Divers messages (ISA...)	41,6*	33,4	-19,7%
TOTAL	268,9	258,3	- 3,9%

Après une chute de 7% observée au cours du premier semestre et traduisant les conséquences de la crise économique et la poursuite de la diminution historique des volumes de l'ordre de 2% par an

depuis 2006, nous constatons un ralentissement de la baisse des volumes traités pour le marketing direct et la vente par correspondance (mailings) à -4%.

Les divers messages, dont la grande majorité est constituée d'imprimés sans adresse (ISA), reculent de 19,7% après une baisse de 23,8% au cours du premier semestre de l'exercice, conséquence de la conjoncture générale défavorable et mais aussi de l'augmentation des publicités distribuées sans conditionnement.

Les volumes de «lettres» (courrier de gestion) progressent de 10,7% suite à la signature de nouveaux contrats.

L'évolution favorable du courrier de gestion ne permet toutefois pas de compenser la baisse du courrier de marketing direct et de vente par correspondance.

Au total, la baisse des volumes globaux est toutefois limitée à 3,9% contre 11,8% au premier semestre.

Ces éléments confirment le message du Président figurant dans notre rapport annuel 2008-2009 selon lequel : «les prévisions de reprise se situent plutôt mi 2010, ce qui rend les anticipations de chiffre d'affaires et de résultat du groupe assez difficile à établir. Toutefois, nous envisageons un chiffre d'affaires, à périmètre constant, en baisse et un résultat net part du groupe en forte diminution ». En effet, à ce jour, les perspectives de reprise dans notre activité semblent encore plus lointaines ce qui malheureusement conforte notre analyse sur les évolutions du chiffre d'affaires et résultat net part du groupe pour l'exercice en cours.

A notre connaissance, la situation financière de Groupe Diffusion Plus n'a pas connu d'évolution significative au cours du trimestre et la trésorerie est suffisante pour faire face aux besoins de l'entreprise. Au 31 octobre 2009, le montant consolidé de trésorerie disponible s'élevait à 10,2 millions d'euros.

4.3.3 Offre publique de rachat d'actions

Le Conseil d'administration de la société Groupe Diffusion Plus a, dans sa séance du 1^{er} mars 2010, décidé de mettre en œuvre un rachat d'actions Groupe Diffusion Plus auprès des actionnaires de la Société dans le cadre d'une offre publique de rachat (ci-après l'« **Offre** ») en vue de leur annulation, en application des articles L.225-204 et L.225-207 du Code de commerce.

Groupe Diffusion Plus a en conséquence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« **AMF** »), le 3 mars 2010, le projet d'Offre au prix de 26 euros par action portant sur un maximum de 237 562 actions, soit 21,53% du capital et 13,67% des droits de vote.

Le dépôt du projet d'offre a fait l'objet d'un avis de dépôt publié le 3 mars 2010 sous le n° 210C0222 et d'un avis financier publié par la Société dans le quotidien La Tribune du 4 mars 2010. Dans sa séance du 23 mars 2010, l'AMF a déclaré conforme, en application de l'article 231-23 de son Règlement général, le projet d'Offre, cette décision emportant visa du projet de note d'information de la Société, sous le n° 10-063 en date du 23 mars 2010 sous condition de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 9 avril 2010 des résolutions relatives à l'Offre et à la réduction du capital. Un avis de conformité a été publié par l'AMF le 23 mars 2010 sous le n° 210C0268. Un avis financier de mise à disposition de la note d'information relative à l'Offre a été publié par la Société dans le quotidien La Tribune du 24 mars 2010. La note d'information est disponible sur les sites internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de la Société (www.diffusionplus.fr).

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Groupe Diffusion Plus qui s'est réunie le 9 avril 2010 a valablement adopté les résolutions relatives à l'Offre et à la réduction du capital.

En conséquence, l'Offre sera réalisée selon le calendrier suivant :

13 avril 2010	Mise à disposition du public et mise en ligne sur le site de l'AMF et sur le site de la Société du présent document Publication sous forme d'avis financier d'un communiqué relatif à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire levant la condition suspensive attachée au visa de l'AMF sur la note d'information et précisant les modalités de la mise à disposition du présent document
14 avril 2010	Ouverture de l'Offre (20 jours calendaires)

3 mai 2010	Clôture de l'Offre
14 mai 2010 (au plus tard)	Publication par l'AMF de l'avis de résultat de l'Offre Publication par NYSE Euronext du résultat de l'Offre et des conditions du règlement-livraison
17 mai 2010	Réunion du Conseil d'administration de Groupe Diffusion Plus constatant la réduction de capital
18 mai 2010	Règlement-livraison des actions de la Société avec NYSE Euronext

4.3.4 Compléments d'information

Informations concernant les organes de direction et d'administration

Les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux se décomposent de la manière suivante :

- rémunération fixe : compte tenu de l'ancienneté des mandataires sociaux (plus de 20 ans) la rémunération fixe résulte de l'évolution du groupe depuis leur prise de fonction ;
- rémunération variable : une prime de bilan, est octroyée, directement calculée à partir du résultat opérationnel consolidé et du résultat d'exploitation de certaines filiales calculée à la clôture ;
- avantages en nature : concerne l'utilisation de véhicules de fonction en application des règles fiscales et sociales ainsi que les primes d'assurance chômage des dirigeants d'entreprises ;
- stocks options : il n'a jamais été mis en place de tel plan ;
- autres : les mandataires sociaux ont les mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble des cadres de la société (retraite complémentaire ART-83 - mutuelle et prévoyance - indemnités de départ à la retraite) ;
- les Directeurs Généraux Délégués bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux ;
- les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'un contrat de travail.

MERIEL William Président Directeur Général	exercice 2008-2009 01.05.08 / 30.04.09		1er semestre 2009-2010 01.05.08 / 31.10.09	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	190 800	190 800	90 000	90 000
rémunération variable	-	-	-	-
rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
jetons de présence	-	-	-	-
avantages en nature	9 531	9 531	4 873	4 873
TOTAL	200 331	200 331	94 873	94 873

FERRAND Daniel Directeur général délégué	exercice 2008-2009 01.05.08 / 30.04.09		1er semestre 2009-2010 01.05.08 / 31.10.09	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	77 813	77 813
rémunération variable	20 043	5 735	-	20 043
rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
jetons de présence	-	-	-	-
avantages en nature	14 454	14 454	7 593	7 593
TOTAL	199 460	185 152	85 406	105 449

MISEREY Philippe Directeur général délégué	exercice 2008-2009 01.05.08 / 30.04.09		1er semestre 2009-2010 01.05.08 / 31.10.09	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	77 813	77 813
rémunération variable	19 926	3 088	-	19 926
rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
jetons de présence	-	-	-	-
avantages en nature	18 664	18 664	9 185	9 185
TOTAL	203 553	186 715	86 998	106 924

Acquisition des parts des SCI Les Spirées et pour l'Europe par la Société

La SCI Les Spirées et la SCI pour l'Europe louent leur terrain à Groupe Diffusion Plus sur la base de baux à construction d'une durée de 24 ans, conclus respectivement en avril 1997 et juin 1988, dont la contrepartie est un transfert de propriété à titre gratuit des constructions en faveur des SCI au terme du bail.

Les acquisitions successives des parts des SCI Les Spirées et pour l'Europe ont été à l'origine motivées par un projet de cession des immeubles situés sur leur terrain. Il était prévu de mettre fin, par anticipation, aux baux à construction afin que les SCI puissent céder les terrains et les immeubles, puis de procéder à une transmission universelle de patrimoine au profit de Groupe Diffusion Plus. Afin de faciliter ces opérations il était nécessaire que Groupe Diffusion Plus possède l'intégralité du capital des SCI.

A cette fin, Groupe Diffusion Plus a requis l'intervention du cabinet COLLOME Frères en vue d'effectuer une estimation de la valeur vénale des biens immobiliers concernés. Les parts sociales des SCI ont été valorisées à partir des expertises réalisées. Dans la mesure où la propriété des constructions par les SCI et ses associés n'est acquise qu'au terme du bail, les estimations de valeur vénale des immeubles ont été diminuées pro rata temporis de la durée restant à courir jusqu'à l'échéance des baux. La valeur des parts des SCI a donc résulté de la somme (i) de la valeur estimée des terrains, (ii) de la valeur estimée des constructions après ajustement et (iii) des autres actifs (minimes), diminuée des divers passifs (principalement constitués de comptes courants de Groupe Diffusion Plus).

Sur ces bases les acquisitions successives ont été les suivantes:

- juin 2007 : acquisition de 149 parts sur 500 parts de la SCI Les Spirées pour un montant de 419.435 euros. Le cabinet COLLOME, dans son rapport de mars 2007, estimait la valeur vénale de l'ensemble immobilier à 1.939.500 euros. La diminution pro rata temporis représentait un abattement de 15,8% de la valeur de l'immeuble.
- février 2008 : acquisition de 85 parts sur 500 de la SCI pour l'Europe pour 598.964 euros. L'expertise de décembre 2007 valorisait le bien immobilier à 4.414.000 euros. La diminution pro rata temporis pratiquée était de 16,7%.
- février 2009 : acquisition de 64 parts de la SCI pour l'Europe pour 473.440 euros sur la base de l'expertise de décembre 2007 et d'une diminution de 12,5%.

A ce jour la Société possède 99,8 % du capital de ces deux SCI.

5. **ATTESTATION DE LA SOCIETE RELATIVE AU PRESENT DOCUMENT**

«J'atteste que le présent document, qui a été déposé le 9 avril 2010 et qui sera diffusé le 13 avril 2010, soit au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'Offre, comporte l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et par l'instruction 2006-07 de l'Autorité des marchés financiers relative aux offres publiques d'acquisition, dans le cadre de l'offre initiée par GROUPE DIFFUSION PLUS et visant ses propres actions. Ces informations sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée».

William MÉRIEL

Président Directeur Général